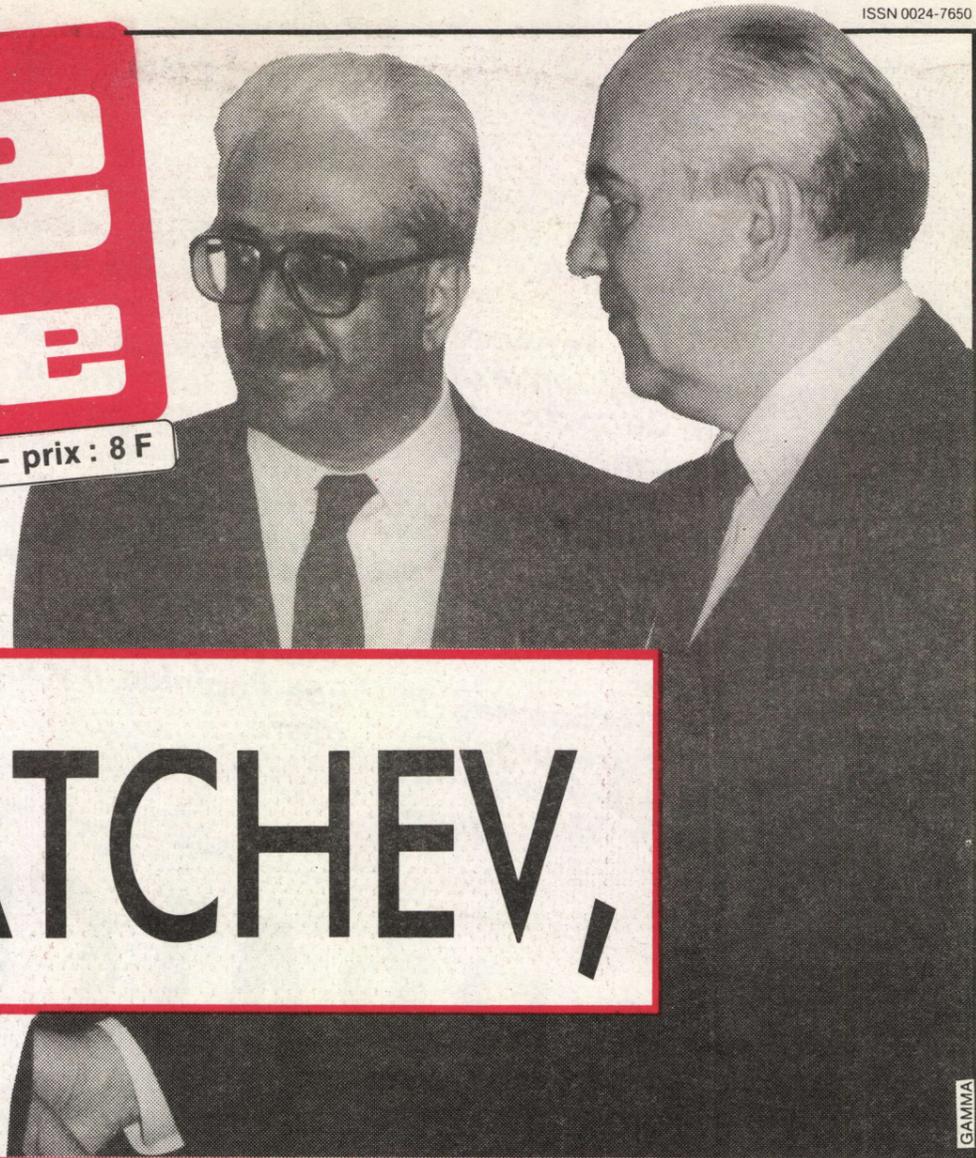


Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 183 - 22 février 1991 - prix : 8 F



GORBATCHEV,

GUERRE ET PAIX



M6189 - 1183 - 8,00 F



145

GAMMA

■ A l'heure où nous écrivons, Tarek Aziz n'est pas encore retourné porter à Moscou la réponse de l'Irak au «plan de paix» de Gorbatchev. Par contre on sait que, selon Bush, dans un premier temps ce plan de paix n'était pas satisfaisant et que, dans un second temps, au vu de l'évolution de l'opinion, il ne le condamnait pas.

Mais si pour Gorbatchev, il serait sûrement avantageux pour son image personnelle, tant à l'intérieur de l'Union

mardi dernier, montrait que l'opinion américaine était en majorité favorable à un accord. Et si les deux refusent, le geste est moins probant, mais l'URSS apparaît quand même comme ayant proposé sa médiation alors que la guerre faisait rage.

Le calcul de Gorbatchev est que, finalement, le contenu réel du plan importe peu et que l'opinion n'y verra que le geste.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

GORBATCHEV, GUERRE ET PAIX

soviétique que face au monde entier, que ce plan débouche sur une paix effective, le fait qu'il soit rejeté par l'une ou l'autre partie, voire par les deux lui aura au moins donné l'avantage d'apparaître comme un partisan, sinon un artisan de la paix.

Si c'est l'Irak qui refuse, parce que le plan contient surtout la demande d'un retrait immédiat du Koweït, Gorbatchev apparaîtra quand même comme un médiateur ayant proposé un réel arrangement... puisque Bush avait commencé par dire que c'était inacceptable.

Si l'Irak accepte et les USA refusent, parce que le plan contient une allusion à une conférence internationale sur le Moyen-Orient que les USA ne veulent pas imposer à Israël, ils risquent d'avoir quelques problèmes avec l'opinion publique, aussi bien aux USA que dans le reste du monde. D'ailleurs un sondage Gallup,

C'est que Gorbatchev a bien besoin de se dédouaner, autant que faire se peut, de son soutien aux USA dans cette affaire. Bien sûr l'URSS n'a pas de forces militaires sur le terrain, mais elle a soutenu, à l'ONU et dans toutes ses déclarations, la position des USA.

Et le problème de l'URSS est multiple. D'abord sur le plan international, cette politique risque de diminuer encore le prestige de l'URSS auprès des peuples arabes et de ceux de tous les pays du Tiers Monde. Ensuite sur le plan intérieur, Gorbatchev a bien besoin de rehausser son crédit personnel, car son autorité est de plus en plus contestée. Enfin il ne faut pas oublier qu'il y a quelque 80 millions de musulmans en Union soviétique, près du tiers de la population totale, et qui sont majoritaires dans certaines républiques, les républiques les plus pauvres du sud de l'URSS.

Le «plan de paix», qu'il réussisse ou qu'il échoue, est aussi un geste envers ces populations.

C'est un peu la réédition de ce que fut, en plus petit, la proposition de paix de Mitterrand, juste avant le déclenchement des hostilités. Mitterrand aussi voulait se défendre vis-à-vis des peuples arabes, et du Maghreb en particulier, de son soutien aux USA. Mais il a eu un refus préalable et dédaigneux des USA, refus d'autant plus méprisant que la France avait quand même fourni des forces armées, même faibles, contrairement à l'URSS.

L'avenir dira si le plan de Gorbatchev réussit, bien qu'il n'ait pas été accueilli comme le divin enfant par les intéressés, ou si ses effets sur l'opinion ne seront pas effacés rapidement par les horreurs de «l'offensive terrestre» que l'on annonce imminente.

Mais Gorbatchev ne perdrait rien à faire ce geste et pouvait y gagner un peu. Et un peu, pour lui, en ce moment, c'est beaucoup.

Mais souvenons-nous que la somme de l'hypocrisie d'aujourd'hui ajoutée à la crapulerie du soutien à la politique des USA ne fait pas pour autant une bonne action.

Les articles qui suivent ont été écrits avant que l'on ne connaisse la réponse du gouvernement irakien aux propositions soviétiques.

LES DEUX POIDS, DEUX MESURES DE L'ONU

Les propositions qu'avait formulées Saddam Hussein le 15 janvier avant les entretiens de Moscou avaient essuyé un rejet unanime des gouvernements occidentaux et de leurs alliés.

Pour évacuer le Koweït, Saddam Hussein mettait comme condition, entre autres, que l'ONU s'engage à faire respecter ses décisions antérieures exigeant d'Israël qu'il restitue les territoires palestiniens et arabes qu'il occupe au Golan et au Liban.

Car si les principales puissances impérialistes rangées derrière les Etats-Unis se déclarent aujourd'hui intransigeantes sur l'application des résolutions de l'ONU, elles n'ont jamais manifesté le même empressement concernant l'application des résolutions de l'ONU envers Israël. Israël s'est même payé le luxe, à chaque mise en demeure de l'ONU, de faire une surenchère systématique destinée à montrer qu'il considérait les décisions de l'ONU comme des chiffons de papier.

La résolution n° 242, adoptée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité de l'ONU, le 22 novembre 1967, commandait «le retrait des forces israéliennes des Territoires occupés». Cette décision intervenait au lendemain de la Guerre des Six Jours, déclenchée en juin 1967 par Israël contre la Syrie, l'Égypte et la Jordanie. Guerre qui se soldait par l'occupation par Israël du Sinaï et de la bande de Gaza appartenant à l'Égypte, de la Cisjordanie et de la partie arabe de Jérusalem, ainsi que du plateau du Golan enlevé à la Syrie. La résolution de l'ONU condamnait donc notamment les décisions prises cinq mois plus tôt par la Knesseth, le parlement israélien, d'annexer Jérusalem et d'installer des kibboutz en Cisjordanie et sur le Golan. Israël répondit à l'ONU... en développant les implantations juives dans ces territoires. (Le Golan syrien sera d'ailleurs carrément annexé à Israël en 1981).

Durant les années suivantes Israël multiplia les raids aériens contre l'Égypte, la Syrie et les camps palestiniens au Liban. Cette politique conduisit en 1973 à une

nouvelle guerre avec l'Égypte et la Syrie : la guerre du Kippour. Israël, à nouveau vainqueur, s'empressa de défier une fois de plus l'ONU.

Par un vote, une nouvelle fois unanime, du Conseil de Sécurité, l'ONU dans sa résolution n° 338 (22 octobre 1973) avait repris les termes de la précédente restée lettre morte depuis 1967. Hormis le Sinaï qui fut peu à peu restitué dans le cadre d'un plan de paix entre Israël et l'Égypte, discuté en 1978-79, aucun des territoires nouvellement occupés ou annexés ne fut évacué.

Même résultat en ce qui concerne les résolutions votées par l'ONU en faveur des droits des Palestiniens.

22 novembre 1974 : l'ONU reçoit Arafat et accorde à l'OLP le statut d'observateur permanent. L'assemblée reconnaît le droit des Palestiniens à l'indépendance. Durant l'année qui suit, les seuls territoires évacués par Israël sont des terres égyptiennes qui ne concernent pas les Palestiniens...

Un an plus tard, en décembre 1975, Israël bombarde des camps palestiniens au Liban faisant plus de 100 morts.



L'ONU condamne Israël et, un mois plus tard, invite l'OLP à participer au débat sur la Palestine (les Etats-Unis votent contre, la France s'abstient). Israël répliquera, entre autres, en réquisitionnant début mars 2 000 hectares de terres arabes en Galilée. Aux cours des manifestations, 6 Arabes israéliens sont tués.

Le Conseil de Sécurité condamnera une fois encore en mars 1980 les implantations israéliennes en Territoires occupés. Sans plus d'effets... En 1981-82 Israël poursuit même sa guerre contre les Palestiniens en bombardant Beyrouth puis en entrant au Liban où il laisse carte blanche aux milices chrétiennes pour massacrer les civils palestiniens des camps de Sabra et Chatila. Sans que cette fois l'ONU intervienne. Pas plus qu'elle n'est intervenue pour condamner la répression israélienne contre les manifestants palestiniens dans le cadre de la révolte des pierres juste avant la guerre contre l'Irak.

Il n'y a certainement que de la démagogie et du calcul intéressé lorsque Saddam Hussein se pose en défenseur des Palestiniens et des peuples arabes du Moyen-Orient, mais les grandes puissances, et en tout premier lieu les Etats-Unis, sont encore plus mal placées pour se poser en défenseurs du droit des peuples et d'une quelconque légitimité internationale.

Roger MEYNIER

Le bombardement du "bunker" de Bagdad : QUERELLE POUR UN MASSACRE

Dans la nuit du mercredi 13 février deux missiles sont tombés sur un abri de la périphérie de la capitale irakienne. Cet abri, qualifié de «bunker» (sans doute pour évoquer le dernier refuge d'Hitler), a eu sa carapace de béton percée par l'un des missiles qui a explosé à l'intérieur faisant probablement environ 400 morts.

Il s'agissait, et personne ne le discute, de civils. Ce massacre cadre évidemment mal avec la théorie de la guerre propre qui ne tuerait que les militaires en épargnant les autres.

Le porte-parole de la Maison Blanche a alors fait une déclaration dans laquelle il rejetait la responsabilité du massacre sur les victimes elles-mêmes et sur Saddam Hussein : «Le bunker attaqué hier soir était un objectif militaire... Nous ne savons pas pourquoi des civils se trouvaient à cet endroit. Mais nous savons que Saddam Hussein ne partage pas notre respect de la vie humaine... Il a montré qu'il était prêt à sacrifier des vies et des biens civils pour mener à bien ses objectifs de guerre...».

Il faut donc imaginer que les civils en question se sont donné rendez-vous à 4 h 45 du matin dans cet abri qui ne leur était pas destiné, poussés par Saddam Hussein qui savait évidemment qu'un missile allait exploser à cet endroit et à ce moment-là ! Pourquoi ces gens étaient là ? Parce qu'ils cherchaient à s'abriter évidemment !

Les autorités américaines sont en train d'élaborer une doctrine nou-



Les restes humains informes sortis du «bunker».

velle : lorsqu'un civil se trouve sur la trajectoire d'une bombe, c'est le civil qui n'est pas à sa place.

Les autorités américaines maintiennent contre vents et marées qu'il y avait bien là un objectif militaire. Et la preuve, selon elles, c'est qu'elles auraient capté des communications radio ou téléphoniques en provenance du fameux abri. Il est bien possible évidemment que des militaires irakiens ont utilisé l'abri en question. Surtout si le reste du réseau de communication a été quasiment détruit par l'aviation. Mais dans ce cas, les Américains vont-ils bombarder les autres abris si par malheur des militaires se servent de leurs téléphones ?

En réalité, à partir du moment où l'on bombarde des villes, des

ponts, des édifices administratifs, et des abris, comme le font les Occidentaux, il est bien évident que l'on tue des civils, et que la «guerre propre», «chirurgicale» n'est qu'une fiction destinée à calmer les appréhensions de l'opinion publique.

Les Britanniques qui venaient de détruire un quartier de la ville de Falloujah, faisant plus de cent morts, ont reconnu, eux, qu'il s'agissait d'une erreur. Ils voulaient détruire un pont. Sur quatre bombes de 500 kilos guidées au laser, une seule a atteint sa cible, ont-ils admis. Deux sont tombées dans le fleuve, et la dernière a ravagé la ville.

Une réussite sur quatre... Lorsqu'un chirurgien opère de la sorte, on le qualifie, à juste titre, de boucher.

André VICTOR

GUERRE À CRÉDIT

L'emprunt, que l'Arabie saoudite vient de lancer pour couvrir une partie de ses frais de guerre, a reçu un très bon accueil de la part des établissements financiers occidentaux.

Eh oui, pour la première fois depuis 40 ans, la riche Arabie saoudite (on parle en disant cela de la famille royale et des cheikhs, pas de son peuple et encore moins de ses ouvriers immigrés) s'endette. C'est que non

seulement elle est en train d'équiper et de développer son armée, mais elle a été taxée par les Américains, qui lui demandent de fournir une contribution financière, sous prétexte que cette guerre était au départ destinée à la défendre. Elle s'était engagée à fournir 48 milliards de dollars, dont 13 milliards promis pour le seul premier trimestre 1991, et non encore versés.

Bien sûr l'Arabie saoudite aurait pu, dit-on, cou-

vrir ces frais par la vente d'une partie de ses avoirs dans de grands trusts industriels mondiaux, mais la saison est par contre défavorable à des ventes massives d'actions à un bon prix. Par contre, comme on prête plus facilement aux riches qu'aux pauvres, les banques n'ont pas rechigné, c'est tout au moins ce qu'a annoncé le gouvernement saoudien, pour fournir cette première tranche de quelque 3,5 milliards de dollars de prêts (17 milliards de francs) que

l'Arabie saoudite désire obtenir.

Avec un client qui a les ressources pétrolières de l'Arabie saoudite, et qui plus est se trouve du bon côté du manche, tous les espoirs de se voir rem-

boursier, intérêts plus capital, avec les revenus pétroliers du pays semblent en effet garantis.

Double réussite de la guerre pour les affairistes occidentaux : les industriels vendent des mil-

liards de francs de matériel militaire financé par l'Arabie saoudite, pendant que les banquiers prennent des hypothèques sur ses puits de pétrole.

Olivier BELIN



Tous les trésors de l'Arabie n'ont pas l'air de suffire à payer cash la guerre actuelle.

Nouvelles de l'arrière

• RYAD

Dans la haute société saoudienne on aime, paraît-il, beaucoup épater ses amis, généraux, diplomates, journalistes et hommes d'affaires occidentaux accourus voler au secours de royaume. Et comme Ryad manque de spectacles culturels à la hauteur, c'est dans l'immensité des sables qu'on amène les invités à une chameau-party suivie bien entendu d'un méchoui géant.

Et en attendant que le boy égyptien ou pakistanais finisse de rôtir le gigot, on se tape sur le ventre en se racontant la dernière plaisanterie en vogue, d'après le reportage du journaliste du Monde présent à l'une de ces sauteries : «Un satellite américain détecte que les effectifs du contingent saoudien sur le champ de bataille semblent avoir brusquement doublé. Le général Schwartzkopf s'en étonne auprès de son homologue

saoudien, qui s'informe et finit par trouver la clé du mystère : chaque soldat a fait venir son serviteur philippin pour porter le fusil». De quoi évidemment ébahir les bons bourgeois américains en visite à Ryad, eux qui savent que sur les champs de bataille, il vaut mieux n'envoyer que les boys.

• NICE

Un reportage télévisé, vendredi 15 février sur TF1, à l'émission «52 sur la Une», montrait des réfugiés koweïtiens en France... sur la Côte d'Azur, dans les villas à grand parc et les beaux appartements de Nice, où d'ordinaire ils ne passent que leurs vacances. Peu de points communs évidemment avec d'autres émigrés de la guerre du Golfe entrevus aussi dans l'émission, Kurdes d'Irak,

ou avec ces immigrés que toutes les télévisions nous ont abondamment montrés, les travailleurs égyptiens, ceylanais ou pakistanais du Koweït et d'Irak qui se sont entassés sur la frontière jordanienne. Les armées occidentales savent choisir quels «exclus» il est le plus rentable de soutenir.

• LONDRES

Sur les bords de la Tamise, à Saint-Vendast House, l'immeuble londonien du KIO (Koweït Investment Office), la société financière de placement des capitaux koweïtiens, une autre guerre fait rage, à l'ombre de la guerre du Golfe : celle que livrent les hommes de main de la famille royale koweïtienne contre une autre fraction des dirigeants du KIO, bourgeois et hommes d'affaires koweïtiens de moindre envergure qui, étant en villégiature ou en voyage

d'affaire le 2 août dernier, se sont rapatriés sur Londres, leur deuxième patrie. Transformé en véritable ruche, l'immeuble du KIO est devenu le lieu des guerres commerciales et manœuvres financières en tout genre. Jusque là, la gestion des investissements koweïtiens dans le monde (les investissements dans les trusts mondiaux des pétro-dollars koweïtiens sont devenus depuis quelques années une source de revenus plus importante que le pétrole du Koweït lui-même) ronronnait, chacun des hommes d'affaire membres de la direction du KIO campant sur ses positions. La guerre, les nécessités de la reconstruction, et la manne que cela représente, pour les trusts qui vont arracher les marchés, sont probablement en train de redistribuer les cartes entre les financiers koweïtiens eux-mêmes : alors que l'offensive terrestre sur le Koweït-City s'approche, dans leur véritable capitale du pays, la City de Londres, la guerre de mouvement a déjà commencé.

Olivier BELIN

UN CHEVEU DANS LA TASSE

Plus de beurre sur les toasts ? L'interview de Rocard annonçant, dans la Tribune de l'Expansion du 11 novembre, la réduction de 12 milliards des crédits des divers ministères pour financer la guerre, paraît-il, créa un grand émoi au petit-déjeuner que, mardi 12 février, comme tous les mardis, le Premier ministre prend avec une brochette de notables socialistes, ministres, leaders du groupe parlementaire et dirigeants du PS. Chacun y serait allé de son amertume, qui défendait son ministère, en trempant sa biscotte rageusement dans le café crème, qui ruminant sur ce qu'il pourrait bien dire dans sa circonscription, en secouant la théière... On imagine la scène.

Mais si trois minutes d'infusion de trop rendent le thé amer et difficile à avaler au consommateur ordinaire, il semble que ce soit le contraire avec les notables socialistes : il a suffi de les laisser baigner un peu dans leur jus, et ils ont, sans grimace, avalé trois jours plus tard la recette pour financer les premières dépenses de guerre, après que Bérégovoy l'eut présentée comme un moindre mal... en attendant que l'allongement de la facture de la guerre ne l'amène à des mesures plus draconiennes.

"Je ne reviens pas sur la décision de geler 12 milliards", a déclaré le meneur de la fronde du p'tit-déj, le responsable socialiste de la commission des finances, Dominique Strauss-Kahn, vendredi 15 février, trouvant seulement qu'on aurait juste pu un peu attendre avant de l'annoncer.

Pour laisser le temps de digérer, quoi !

O.B.

LES BOMBES DE DAMOCLÈS

Un B 52 américain, qui venait sans doute d'Angleterre et qui a donc probablement survolé la France, s'est trouvé en difficulté. Il a largué ses bombes en Méditerranée et s'est posé en catastrophe en Sicile.

Qu'un avion se crashe, cela arrive malheureusement de temps en temps. Mais si c'est un B 52 bourré de bombes ? On nous expliquera alors que les bavures n'arrivent pas qu'en Irak, mais aussi en France.

PETITE CHRONIQUE DE L'ARRIÈRE

La municipalité de Bordeaux, qui avait accepté de louer une salle à la LCR pour un meeting où devait prendre la parole Alain Krivine, a décidé de revenir sur sa décision, ce qui revient à interdire la réunion. Motif : cela risquerait de troubler l'ordre public.

Pour les mêmes raisons, dites de sécurité, le maire de Rouen, Lecanuet, a finalement refusé une salle au Comité de lutte contre la répression au Maroc, qui avait invité Gilles Perrault à animer un débat.

Dans une petite commune située au sud de Béziers, Sérignan, le maire a interdit une réunion publique organisée cette fois par le PCF contre la guerre. Ce magistrat municipal a justifié son geste, en expliquant qu'il « ne voudrait pas que des parachutistes, des

militaires, et d'autres partis politiques trouvent là un motif » à polémique. Tiens donc, il y en aurait donc parmi nos courageux parachutistes et autres vaillants militaires qui voudraient ouvrir un second front, à l'arrière.

On a envie de leur dire : à quoi bon, puisqu'il se trouve de vigilants édiles, fort civils qui, préventivement, agissent pour que le silence règne dans les rangs, et pour nous rappeler qu'en temps de guerre seuls les armes, ceux qui leur commandent, ceux qui les encensent, ceux qui les vendent, ont le droit de parler ?

C'est pour la défense des libertés, qu'ils disent. Ceux qui prétendraient le contraire ne sont que des fauteurs de désordre, pour ne pas dire plus.

Garde-à-vous ! Non, garde à nous.

QUI FABRIQUE ET QUI TRANSPORTE LES ARMES ?



Les dockers cégétistes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, près de Marseille, ont refusé de charger des containers d'armes et de munitions sur un navire d'Arabie saoudite.

Aussitôt un responsable RPR a préconisé « le retrait des cartes de dockers des ouvriers concernés ». Quant à Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur de Chirac, il a même ajouté : « Il fallait d'abord faire intervenir les forces de police pour dégager le port. C'est ensuite, la loi étant la même pour tous, au gouvernement d'engager des poursuites contre les meneurs ».

La loi est la même pour tous ? Tiens donc ! Pour ces gens-là, les patrons ont le droit de fabriquer des armes, de les faire acheminer, de les faire payer par des contribuables, les hommes politiques ont le droit sans rien demander à quiconque d'engager un pays dans la guerre... mais les ouvriers n'auraient pas le droit de protester, de refuser d'acheminer des armes meurtrières, sous peine de se voir priver de leur gagne-pain ou menacer de poursuites judiciaires !

En tout cas, le geste de ces dockers, même s'il est surtout symbolique dans la situation actuelle, rappelle que si les ouvriers qui fabriquent, conditionnent et transportent les armes ne voulaient plus le faire, les militaires pourraient aller faire joujou dans le sable avec des pelles et des petits seaux.

"NOS AMIS LES DICTATEURS"

Le gouvernement français et les politiciens de droite et de gauche nous expliquent qu'ils ne font pas la guerre à l'Irak, ni au peuple irakien, mais contre « le sanglant dictateur Saddam Hussein ».

En matière de tyran, les autorités françaises ne se montrent pas toujours aussi sourcilieuses. Il y a celui que l'on combat aujourd'hui - après l'avoir couvert de présents - et ceux que l'on cajole ou que l'on a cajolés un moment.

Pas plus tard que le 14 février, Mitterrand a reçu un ministre libanais pour discuter du sort de l'ex-général chrétien Aoun, actuellement réfugié à l'ambassade de France à Beyrouth, et que l'on s'apprête à accueillir sur le territoire de l'hexagone. Ce chef de clan en uniforme avait

poursuivi durant de longues semaines un duel d'artillerie sur la ville, faisant des centaines de victimes parmi les Libanais chrétiens et musulmans.

Il y a quelque temps, de 1984 à 1986, l'empereur déchu de Centrafrique, Jean Bedel Bokassa, séjourna en cette douce France, avant que, sa présence devenant trop connue et compromettante, il n'en soit expulsé. Et pour que la place ne reste pas vacante, « nous » hébergeons actuellement le sinistre bébé-doc, l'ex-dictateur de Haïti, accueilli - provisoirement - avait dit Fabius - sur la Côte d'Azur, où il se prélassait dans une luxueuse villa.

Qui osera encore dire que la France n'est plus accueillante ?



Le vieux Duvalier présentant son fils aux Haïtiens, en déclarant « Que l'Eternel le garde ». En fin de compte c'est la France qui le garde.

LE MALHEUR DES UNS ET LE POGNON DES AUTRES

Plus le carnage se précise, et plus c'est l'euphorie. Pas pour les peuples qui vont payer de leur sang pour la guerre au Moyen-Orient.

Non. Pour les marchés boursiers. Depuis le début des opérations militaires,

New York a gagné 17 %, Paris 15 %, Francfort 16 %, Londres 12 %, Tokyo 13 %.

Personne n'aime la guerre entend-on dire parfois. Ça reste encore à voir.

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire : France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste. France, 1 an : 80 F. Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL ET VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

DES JOURNALISTES «IMMERGÉS»...



Gamma / Hires

POUR QUE LA PUB NE RESTE PAS À SEC

Gros coup de colère des journalistes de TF1, A2, FR3 et la «5» à Riyad, dimanche 17 février. Envoyés dans le Golfe pour couvrir la guerre, ils menacent tout simplement de ne plus rapporter ce que fait et dit l'armée française en Arabie saoudite.

CENSURE ET "SCOOP"

Raison de ce mécontentement ? Le fait, selon un communiqué publié par ces journalistes, que «les autorités militaires se furent opposées à la présence (d'un cameraman et d'un preneur de son d'une des chaînes) dans des unités combattantes avancées». Et cela, alors même que le SIRPA (le Service d'information et de relations publiques des armées) avait promis que 8 journalistes seraient «immergés» entre 24 et 36 heures dans des unités en première ligne.

Des journalistes se rebellant contre l'encadrement de l'information par l'armée, cela a presque un goût de protestation contre la censure. Presque, seulement. Car enfin, depuis le début de la crise, puis de la guerre ouverte, on n'a guère entendu

ces journalistes s'élever contre une information tenue en main par l'armée. Au contraire. Des articles visés par la censure (mais ne portant pas toujours, surtout au début, cette mention), on en a vu passer dans la presse !

Aujourd'hui, la presse se fait l'écho du ras-le-bol de certaines équipes sur place n'ayant pas la possibilité de «faire leur travail», car maintenues à l'arrière, tandis que quelques privilégiés, eux, peuvent agir plus librement. Et c'est bien de cela qu'il s'agit, quand on voit un envoyé de TF1 (cité par *Le Monde*) s'indigner parce que «nos journalistes se retrouveraient avec des cadavres estampillés par l'armée, quand les équipes américaines continuent à travailler avec leurs cameramen».

En clair, les équipes de télévision françaises reprochent à l'armée de les placer en position de concurrence défavorable. Car ce qui importe, c'est de pouvoir rapporter l'information que personne n'aura eue, la photo ou le reportage que toutes les rédactions s'arracheront, l'exclusivité, le «scoop», comme on dit dans le jargon journalistique. La censure des journaux, les chaînes s'en moquent. Ou plutôt, ils font avec. Mais pourvu qu'il y ait du «scoop» à la Une. Qui a oublié combien se rengorgeait le présentateur de TF1 quand il pu annoncer que «sa» chaîne avait réalisé le «premier reportage sans censure» sur des bidasses français dans le désert !

LE POIDS DES MORTS, LE CHOC DES PHOTOS

Maintenant qu'on annonce comme imminente une offensive terrestre, ce qu'il faut c'est du «vécu» (en l'occurrence, du mort), du bien saignant. Il faut que les cameramen, les photographes puissent aller là où cela se passe. Aux stars du petit écran les interviews de prestige de Saddam Hussein au tout début de la crise, aux sans-grade qui rêvent de se faire un nom les reportages sous les bombes, les morts en direct qui, si la photo est réussie, feront le tour du monde, la renommée du reporter (il y a des précédents célèbres, comme Robert Capa, durant la Guerre d'Espagne)... et les retombées publicitaires pour la chaîne ou le journal.

Dans cette affaire, il s'agit avant tout de gros sous. Des morts spectaculaires, des monceaux de cadavres, de «belles» explosions, si possible en direct, voilà qui fera monter l'audimat. Et les recettes, puisque les tarifs publicitaires sont calculés en fonction de l'audience.

Pierre LAFFITTE

Journalisme :

UN GÉNÉRAL TRÈS PARTICULIER

Le *Canard Enchaîné* du 13 février rapporte que, fin janvier, un général avait contacté un représentant de la très officielle Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels. Ce général, sans doute mis en appétit par des apparitions répétées sur le petit écran, où il commentait la guerre dans un fauteuil, se serait apparemment bien vu avec une carte de journaliste.

Entre des journalistes qui demandent à monter en première ligne et des généraux qui partent à l'assaut de «l'information», c'est déjà la concurrence. A quand la guerre ouverte ?

LA PUBLICITÉ EN TEMPS DE GUERRE

Les promoteurs, qui sont de grands consommateurs de publicité dans les journaux et revues, constatant que les acheteurs, même fortunés, faisaient le gros dos, ont annulé la plupart de leurs campagnes publicitaires. *Le Figaro*, qui tire le gros de ses revenus de la publicité, a par exemple vu de nombreux annonceurs annuler leurs publicités, ne sachant pas trop si les gens seraient sensibles à leurs appels du pied quand par ailleurs des hommes meurent au combat. Les télévisions qui avaient engagé de gros budgets pour «couvrir» la guerre du Golfe

ont, elles aussi, fait le même constat. Sans compter ces firmes qui, croyant avoir trouvé le slogan-choc, ont dû battre en retraite de façon précipitée, telle la société informatique Commodore qui vendait ses produits par un «On ne fait pas la guerre avec de bons sentiments !».

La reculade des campagnes publicitaires devant la campagne guerrière du Golfe est évidemment ressentie par les patrons de presse comme une sévère défaite infligée à leur budget. Et c'est apparemment pour tenter de reconquérir le

terrain perdu (et l'argent, donc !) que *Le Figaro* a lancé une offensive de charme. Il vient ainsi de consacrer, en très bonne place, une demi-page à une étude sur «la publicité en temps de guerre». Le but de l'article : prouver qu'en ce moment on aurait plus que jamais besoin de publicité car elle serait perçue par le public comme «une valeur rassurante».

Mais attention ! La publicité en temps de guerre, c'est aussi une guerre pour la publicité entre la presse écrite et les télévisions. Ainsi, toujours

selon *Le Figaro*, «ce qui apparaît choquant, en ce moment, pour les téléspectateurs, ce n'est nullement la publicité qui représente un manifeste de vie, c'est plutôt la manière dont les chaînes se servent de la guerre pour gagner la course à l'audience». Que les annonceurs ne se trompent donc pas : les télévisions «se servent de la guerre» et les publicités qui y passent auraient mauvaise presse, tandis que les journaux, et *Le Figaro* en particulier, eux, bien entendu n'auraient pas d'aussi noirs desseins !

Restrictions budgétaires, salaires gelés,



**CE N'EST QUE LE DÉBUT
DE LA FACTURE DE GUERRE**

Tout ce matériel, tous ces obus qui partent, il faudra bien que les contribuables français les payent !

"Pas question pour l'instant d'un impôt spécial Golfe" a tenu à préciser à la radio, mardi 19 février, le ministre des Finances Bérégovoy. Mais c'est dans le "pour l'instant" bien plus que dans la négation que tient l'essentiel de la déclaration du ministre.

Et la guerre, on la paye déjà.

Mais il faut ménager l'opinion publique, et mieux vaut présenter la facture par petits morceaux : or la première note est déjà tombée la semaine dernière, le 11 février, de la bouche de

Rocard, avec l'annonce de 12 milliards de francs de restrictions sur les budgets des divers ministères, à l'exception évidemment du ministère de la Défense, c'est-à-dire 12 milliards de restrictions sur les services les plus utiles à la popula-

tion, auxquels s'ajoute une politique d'austérité plus stricte sur les salaires des employés des entreprises d'Etat. Bérégovoy trois jours plus tard avait rajouté qu'il faudrait au moins 8 milliards de plus rien que pour couvrir les frais de guerre des deux ou trois mois qui viennent.

Mardi 19 aussi, le journal *Le Parisien* écrivait qu'une des ressources supplémentaires envisagées par le gouvernement pour contribuer à payer la guerre serait une augmentation de la taxe sur l'essence. Le prix de l'essence à la pompe en effet n'a que très peu baissé par rapport au prix qu'il avait atteint en septembre dernier, alors que le prix du pétrole brut, qui était monté au cours du mois d'août de 19 dollars le baril à 40 dollars, est retombé aujourd'hui pratiquement à son prix du 1er août : cette baisse du prix du brut pourrait être une occasion rêvée d'augmenter l'impôt sur les carburants sans que le consommateur s'en aperçoive, puisqu'il suffirait de maintenir le prix actuel à la pompe.

Et on n'en restera pas là : il faudra bien plus que les 20 milliards de francs déjà annoncés. Le "pour l'instant" de Bérégovoy était d'ailleurs assorti d'un "si dans le courant du premier semestre la situation venait à se détériorer, pour des raisons liées à la guerre du

Golfe, et à la conjoncture économique mondiale, sa-chez que j'aviserai". Quant au président du CNPF, Jean-Louis Giral, il s'est contenté de prendre déjà ses précautions en précisant que si nouvel impôt il doit y avoir, celui-ci ne doit toucher que les particuliers, pas les entreprises.

Le ministre et le patron des patrons parlent de concert : pas question de faire payer aux patrons cette guerre dans laquelle on s'est lancé pour défendre les intérêts des trusts. Au contraire, on invoque déjà les difficultés de ces pauvres patrons touchés par une nouvelle récession pour justifier les nouvelles réductions d'effectifs et l'accroissement du chômage qui nous touchent dès aujourd'hui. On s'apprête à s'en servir d'ici quelques semaines ou quelques mois pour expliquer qu'il n'est pas question de faire payer les entreprises, et si l'on nous demande alors carrément des impôts nouveaux, Bérégovoy a déjà préparé l'argument à l'avance : ce ne sera pas ouvertement un impôt de guerre, trop impopulaire, mais soi-disant un impôt pour notre bien, pour protéger nos emplois en aidant les malheureux patrons à vivre. Ceux-là mêmes qui s'engraissent des commandes militaires.

Olivier BELIN

Génie militaire et capitaines de la finance

NOUVELLES DU FRONT

Alors que les B 52 pilonnent les positions de la garde républicaine irakienne et que les chars alliés attendent l'ordre de déclencher l'offensive terrestre, tapi dans une base entourée de sacs de sable et de mitrailleuses, un corps spécialisé de l'armée américaine attend que la brèche soit ouverte dans la frontière koweïtienne pour se ruer à son tour dans l'émirat, explique la revue américaine *Business-week* du 18 février.

Il s'agit d'un corps d'armée du génie qui a pour tâche de se précipiter pour réparer les alimentations d'eau, d'électricité, et les voies de communication essentielles du Koweït le plus rapidement possible, dès que les troupes irakiennes auront été refoulées de l'émirat.

Le contrat de 45 millions de dollars, que ce corps du génie de l'armée US a obtenu du gouvernement koweïtien en exil pour cette tâche, pourrait le conduire, explique *Business-week*, à être chargé de superviser la reconstruction du Koweït, ce qui serait une véritable aubaine pour les trusts américains sous-traitants.

Cette reconstruction est actuellement évaluée à au moins 45 milliards de dollars, alors qu'avant la crise du Golfe les USA n'avaient que 13 % du marché des importations koweïtiennes (qui était de 6,3 milliards de dollars en 1989). «Un très grand pourcentage des contrats ira aux compagnies américaines» a précisé le ministre d'Etat koweïtien chargé de la reconstruction. Les intérêts britanniques, traditionnellement bien implantés au Koweït, seront rejetés au second plan. Les sociétés américaines Dresser, Mac Dermott International devraient se partager les plus gros contrats de la reconstruction des entreprises



Immeuble détruit au Koweït : les «libérateurs» ont pas mal démoli le pays qu'ils veulent récupérer.

pétrolières, et une multitude de compagnies américaines de moindre importance escomptent en obtenir leur part en sous-traitance du géant américain de l'ingéniering, le groupe Betchel de San Francisco qui a obtenu d'être le maître d'œuvre de la reconstruc-

tion des installations pétrolières.

Si bien que les actions des sociétés américaines spécialisées dans la construction et l'entretien des installations pétrolières ont vu leur cours monter en flèche depuis le 15 janvier dernier : + 20 % pour les actions du groupe Dresser, + 25 %

pour les actions du spécialiste des plates-formes pétrolières Mac Dermott...

Pour la reconquête du Koweït, les actionnaires américains montent à l'assaut.

Olivier BELIN

1954-1956

"Politique de police" à l'envoi du contingent

... PAROLES DE GOUVERNANTS



age dans la
nmençait la
and et le PS
ent le devant
pas unique-
rds de l'his-
es situations,
a récemment
nscrit depuis
une politique
auche» a été

France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne», ou «Des Flandres au Congo il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement» - ou, plus crûment encore : «Tout sera réuni pour que la force l'emporte en toutes circonstances, quelles que soient les difficultés, les cruautés qui s'imposent à nous».

D'environ 50 000 à la fin 1954, les effectifs militaires en Algérie passèrent déjà, au début de l'année 1955, à 80 000.

Le gouvernement Edgar Faure, qui succéda à celui de Mendès-France renversé, adopta deux décrets à la fin du mois d'août 1955 : l'un maintenant sous les drapeaux quelque 100 000 jeunes en fin de service militaire ; l'autre y rappelait environ 75 000 «disponibles» (ayant terminé leur service depuis moins de trois ans).

Il y eut plusieurs manifestations parmi les jeunes mobilisés, en septembre 1955, notamment à la gare de Lyon, à Paris, et dans une caserne de Rouen.

PROMESSES ELECTORALES

C'est dans ce contexte que, le gouvernement Edgar Faure se trouvant renversé à son tour et l'Assemblée dissoute, des élections furent fixées au 2 janvier 1956. Le cartel électoral qui se forma pour cette occasion, connu sous le nom de «Front républicain», souleva bien des espoirs de négociations et de paix en Algérie. Constitué du Parti Radical (Mendès-France), de l'UDSR (Mitterrand) et d'un groupe de gaullistes autour de Chaban-Delmas, il était surtout animé par le parti socialiste, la SFIO dirigée par

Guy Mollet, dont le journal, *Le Populaire*, écrivait : «Des classes entières de jeunes disponibles ont été rappelées (...) Les jeunes Français ne veulent être ni complices d'assassinats prémédités ni victimes expiatoires des erreurs commises par ceux qui n'ont pas voulu en temps utile rechercher en Afrique du Nord les interlocuteurs valables et négocier avec eux. Pour la paix outre-mer, contre la guerre fratricide, ils voteront socialiste !».

Et Guy Mollet lui-même, dans *L'Express* du 19 décembre 1955 : «Saurons-nous répondre à la revendication universelle des peuples à qui l'Europe a enseigné la liberté des droits de l'homme et qui lui deman-

dent maintenant de mettre elle-même ces leçons en pratique ? (...) Les Français répondront le 2 janvier. Ils diront, sans équivoque, quel est leur choix entre cet avenir de réconciliation et de paix, et d'autre part une guerre imbécile et sans issue».

Les élections du 2 janvier envoyèrent à la Chambre 170 élus sous l'étiquette du Front républicain, et 150 députés PCF. Cela pouvait faire une majorité arithmétique, mais il n'était absolument pas question alors pour la SFIO de gouverner avec le PCF. Le gouvernement investi le 1^{er} février fut de «Front républicain», présidé par Guy Mollet, et on y retrouvait Mendès-France, Mitterrand (cette

fois ministre d'Etat chargé de la justice)... Le PCF vota tout de même l'investiture, Jacques Duclos déclarant «Nous votons l'investiture pour permettre au gouvernement de traduire ses promesses en actes».

DES PROMESSES DE PAIX AUX ACTES DE GUERRE

Moins d'une semaine plus tard, la journée du 6 février 1956 allait balayer toute confusion. A Alger, Guy Mollet, qui venait présenter son ministre en charge de l'Algérie, fut accueilli à coups de tomates pourries par des manifestants hurlant «Mollet au poteau», «Catroux à la mer».

Il n'en fallut pas plus pour que Guy Mollet capitule. Catroux fut immédiatement «démissionné», et remplacé par le SFIO Robert Lacoste. Celui-ci, qui venait de mener campagne en Dordogne sur le thème de la paix en Algérie, devint le représentant des va-t-en-guerre aux ordres de la hiérarchie militaire.

Dès son retour d'Alger, Guy Mollet multiplia les protestations d'allégeance à l'Algérie française, et les renforts de troupes partirent discrètement pour l'Algérie : les effectifs atteignirent 200 000 hommes au cours de février.

Le 8 mars, s'ouvrit à l'Assemblée le débat sur le projet de loi déposé par le gouvernement en vue d'obtenir des «pouvoirs spéciaux» qui précisaient : «Le gouvernement disposera en Algérie des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens, et de la sauvegarde du territoire». Le 12 mars, ces «pouvoirs spéciaux» furent votés par 455 voix contre 76. Ces dernières étaient celles de l'extrême-droite poujadiste. Les députés du PCF les votèrent. Comme l'expliqua Jacques Duclos, «Ce qui compte, pour nous, c'est l'unité d'action».

Ainsi, les moyens étaient en place pour mener en grand la «guerre imbécile et sans issue» (Guy Mollet, décembre précédent). Les décrets de rappel des «disponibles» doublèrent les effectifs militaires présents en Algérie : près de 400 000 hommes dès juillet 1956.

Christiane LE GUERN

OÙ ALLA LA SOLIDARITÉ DU PCF

Le PCF, en 1955, avait protesté contre le maintien ou le rappel des soldats du contingent. Il avait présenté la victoire électorale de «la gauche» aux élections de 1956 comme la perspective de leur retour. Il continua, au début de 1956, à organiser des manifestations, des délégations à l'Assemblée nationale, pour demander la paix.

Tout cela ne l'a pas empêché pourtant de prouver, chaque fois que la politique du gouvernement s'est trouvée en cause de façon concrète, que son opposition était purement verbale, hypocrite - et de s'en faire, dans les faits, le complice.

Le PC critiquait la «sale guerre» dans *L'Humanité* mais à l'Assemblée ses députés soutinrent par leurs votes le gouvernement qui la menait.

Des militants du PC furent souvent au premier rang, et quelquefois à l'initiative, des manifestations des rappelés qui eurent lieu dans une série de villes à travers la France au printemps 1956, avec une ampleur plus grande encore que l'année précédente, et nombre de ces jeunes soldats payèrent ensuite chèrement le fait de s'être révoltés. Mais la direction du Parti Communiste, elle, les laissa dans l'isolement, sans liens entre eux et sans consignes - quand

elle ne les désavoue pas, comme à Grenoble, où eut lieu une véritable bataille rangée entre manifestants et policiers, à la suite de laquelle la fédération de l'Isère du PC signala une «présence significative» parmi les manifestants de «nombreux policiers en civil, fascistes».

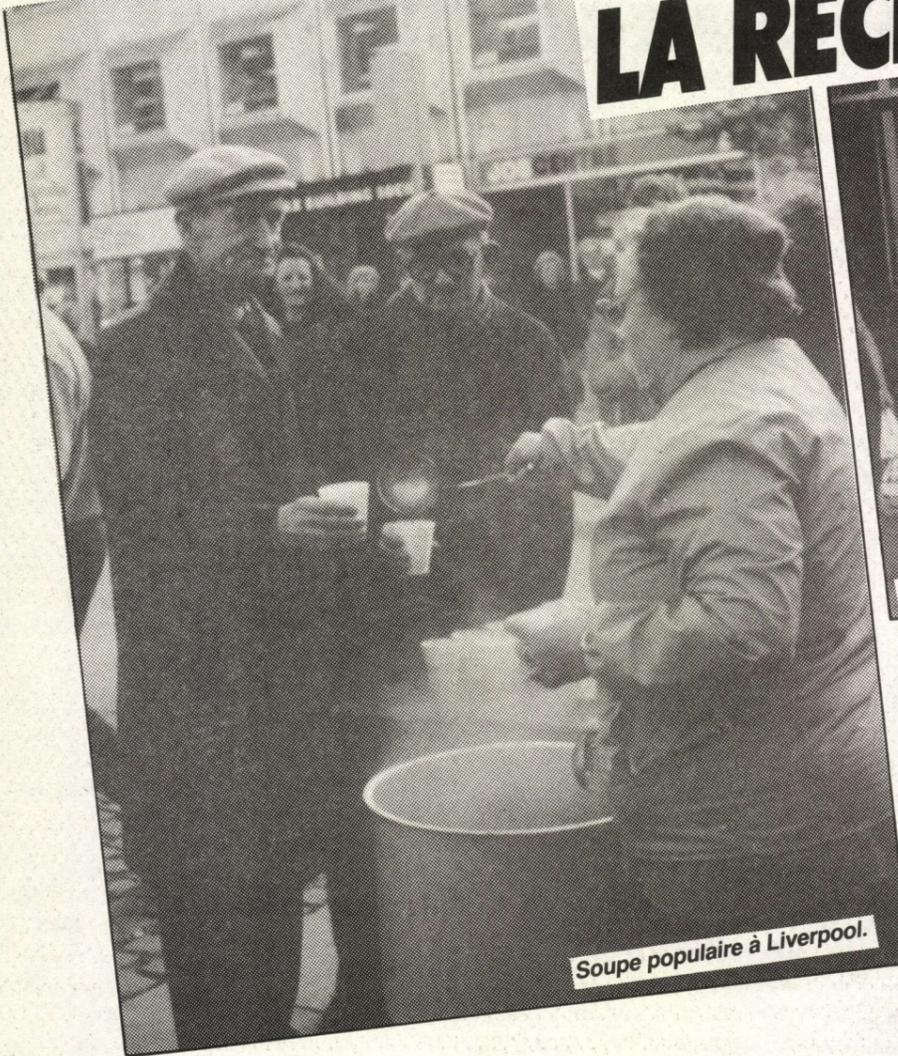
Si bien que ces mouvements de révolte restèrent limités, et furent rapidement étouffés.

Chaque fois que la direction du PCF s'est trouvée en situation de pouvoir peut-être peser sur les événements, elle a choisi son camp sans faiblir : celui de la bourgeoisie française.

C.L.G.

SUR LE FRONT DE L'ARRIÈRE,

LA RÉCESSION



Soupe populaire à Liverpool.



«Liquidation avant fermeture».

Depuis les derniers mois de 1990, le rythme de la récession s'accélère en Grande-Bretagne. Tandis que la bourgeoisie britannique s'efforce de faire figure de grande puissance aux côtés des USA dans la guerre du Golfe, les fissures de son économie se font de plus en plus nombreuses et béantes.

Depuis l'automne 1990, l'inflation a dépassé les 9 % et se maintient à ce niveau record parmi les pays industrialisés. Chiffre qui a d'ailleurs peu de chances de baisser dans les mois qui viennent si l'on en juge par le train de hausses annoncées : l'électricité doit augmenter de 13 % en avril, le gaz suivra ainsi que les transports. De plus, depuis le début décembre les prix de gros ont marqué une hausse inhabituelle qui devrait bientôt se répercuter dans les prix de détail.

Le coût élevé du crédit, en alourdissant les traites à payer pour les travailleurs, se traduit maintenant par des retards de paiement sans précédent. Au cours de l'année 1990, plus de 42 000 familles se sont vues expropriées faute de pouvoir payer leurs traites, un record absolu. Au mois de décembre 1990, le nombre des accédants à la propriété ayant plus de six mois de retard dans leurs traites, a dépassé le cap des 100 000, deux fois plus qu'en décembre 1989.

Pour la première fois depuis les années 70, les ventes de produits de consommation ont diminué en volume. La baisse enregistrée en janvier 1991 seul, par rapport à janvier 1990, atteint 2 %. Les soldes d'hiver, au cours desquels les chaînes de magasins font d'ordinaire jusqu'à 30 % de leur chiffre d'affaire annuel, ont été un désastre. Résultat, la chaîne de grandes surfaces Lewis's, un peu analogue aux Monoprix français, est en situation de cessation de paiement, avec, selon

toute probabilité, près de dix mille licenciements à la clé.

Si les petites entreprises ferment ou licencient depuis déjà des mois, à quelques exceptions près, les grandes entreprises, elles, semblaient tenir bon jusqu'à présent.

Mais, depuis le début janvier les choses ont changé. Les organisations patronales affichent un pessimisme sinistre. Ainsi prévoient-elles 100 000 suppressions d'emplois dans la construction mécanique et 150 000 dans le bâtiment pour l'année 1991, et 50 000 dans les banques dans les deux ans à venir.

Sans doute, ces associations ont-elles tendance à peindre la situation en noir dans l'espoir d'obtenir un petit quelque chose du gouvernement, ou simplement pour calmer les esprits revendicatifs parmi les travailleurs.

Néanmoins, en dehors des prévisions, les

annonces de licenciements et de suppressions d'emplois bien réels ne cessent de se succéder.

Dans les grandes entreprises d'abord. Nat-West, une des premières banques britanniques, annonce 15 000 suppressions d'emplois. British Airways profite du prétexte commode de la guerre du Golfe pour licencier 4 600 salariés et en mettre 2 000 autres à mi-temps, tandis que Rolls Royce supprime 1 500 emplois. BREL (construction ferroviaire) supprime 1 800 emplois sur 8 000. Le métro londonien en supprime 1 000 autres. L'automobile est particulièrement touchée : 1 000 suppressions d'emplois chez Jaguar (et 7 000

ouvriers en chômage technique une semaine sur trois), 850 chez Talbot, 920 chez Ford (et 20 000 ouvriers en chômage technique un jour par semaine), 1 200 chez Rover.

A quoi il faut ajouter une série d'entreprises de taille moyenne (quelques centaines d'ouvriers) dont la fermeture est annoncée. Beaucoup appartiennent à de grosses sociétés et sont des usines qui avaient été déjà dégraissées et modernisées lors de la crise précédente du début des années 80. Parmi celles-ci on trouve, entre autres, des usines appartenant au trust d'aluminium Alcan, au groupe de construction mécanique Perkins, au trust alimentaire Bird's Eyes, au trust de l'arme-

ment Marconi, au trust de l'électricité GEC-Ferranti.

Depuis décembre, les chiffres du chômage ont commencé à refléter cette vague de suppressions d'emplois : 80 000 chômeurs de plus, 95 000 le mois suivant, et la spirale est de toute évidence en train de s'accélérer.

Pendant que les patrons mettent ainsi de l'ordre dans leurs profits aux frais des travailleurs, on peut noter que la proportion des revenus des entreprises qui est versée aujourd'hui sous forme de dividendes aux actionnaires est plus élevée qu'elle a jamais été depuis plus de 25 ans !

La récession, c'est comme la guerre, ça peut rapporter gros... à quelques-uns.

François ROULEAU

POLL TAX SAGA

Le ministre de l'Environnement, même pour tout le monde. Ce serait Michael Heseltine, nommé à ce poste pour trouver un remplaçant acceptable au fameux impôt de Thatcher, le poll tax, vient de faire connaître sa dernière proposition.

Il s'agirait non pas d'un, mais de deux impôts. L'un appelé "impôt sur le plancher" serait payé une seule fois par logement, et son montant serait basé sur sa surface habitable. Autrement dit ce "nouveau" impôt serait tout bonnement l'ancien impôt local que le poll tax a remplacé !

Le deuxième impôt s'appellerait "prime individuelle", serait payé par tous les adultes de 18 ans et plus et son montant serait le même pour tout le monde. Ce serait donc le frère jumeau du poll tax... Comme ça, les conservateurs pourraient faire machine arrière sans perdre totalement la face.

Voilà ce qu'on appelle une imagination créative et novatrice.

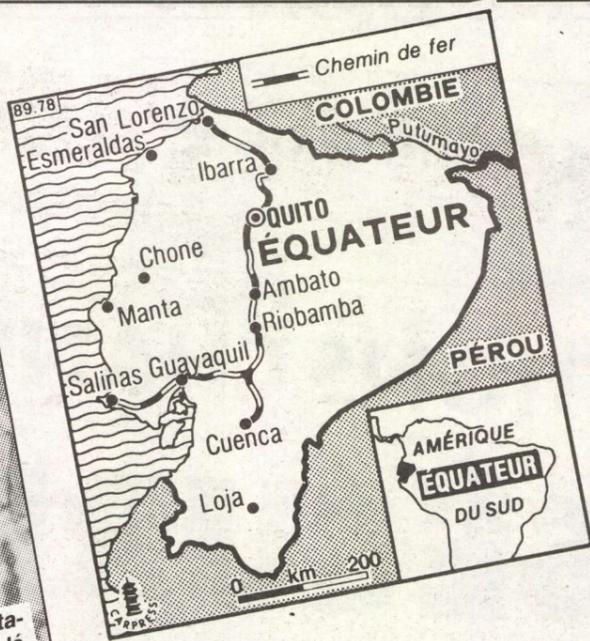
Le seul petit problème, c'est que ces deux impôts nécessitent deux modes de recensement différents, deux modes de perception différents, bref, deux appareils administratifs différents. Résultat, la brillante idée de Heseltine pourrait coûter jusqu'à deux fois plus cher, rien que pour le collectage !

A quand le troisième impôt pour payer la note des deux premiers ?

Equateur



A Quito, des étudiants s'attaquent à un véhicule blindé, pendant la grève générale de début février.



SI BORJA EST L'AMI DE MITTERRAND, IL N'EST PAS CELUI DES MASSES PAUVRES

■ Mitterrand vient de recevoir Rodrigo Borja, président de l'Equateur, un pays de la Cordillère andine relativement petit en superficie et en nombre d'habitants (environ 11 millions, dont 2 millions d'Indiens extrêmement démunis et des centaines de milliers de personnes qui vivent dans les bidonvilles de Quito et Guayaquil), mais riche en pétrole - denrée convoitée ces temps-ci.

Visite officielle ? Certes. Mais les journaux nous disent que Rodrigo Borja est aussi un ami personnel de Mitterrand. Tous deux ont fait une longue carrière politique sous les auspices de

l'Internationale Socialiste. L'ami équatorien de Mitterrand, fondateur de la Gauche Démocratique, a été élu à la tête de l'Etat en mai 1988, et le journal *Le Monde* dit de lui qu'il est « l'un des dirigeants

de la « nouvelle vague » latino-américaine ».

« Nouvelle vague » ? Même *Le Monde* dit de Borja qu'il ne serait pas franchement social-démocrate, ni franchement « de gauche » ! Il serait plutôt « modéré réaliste », admirateur de Georges Bush (comme Mitterrand). Depuis 1988, et à plusieurs reprises pour tenter de diminuer la dette extérieure du pays (qui augmente, comme dans tous les pays d'Amérique latine ou d'Afrique dont les ressources agricoles ou minérales - ici le cacao, le café, les bananes et surtout le pétrole - sont vendues sur le marché mondial à des prix toujours

plus bas), il a pris des mesures d'austérité anti-populaires : hausses des prix des produits de première nécessité, des tarifs des transports... Le tout, apparemment, pour continuer à enrichir les caisses de grandes banques et multinationales. Le dirigeant précédent, Febres Cordero, avait la réputation d'être l'homme des milieux d'affaires et du Pentagone américain. Borja s'est révélé lié aux mêmes trusts Quaker Oats, Shell, BP et surtout Texaco, la grande compagnie pétrolière américaine, malgré des velléités de « nationalisation » qui se sont limitées à celle d'un oléoduc...

Mais question « nouvelle vague », c'est plutôt de vagues de mécontentement populaire qu'il s'agit... et vagues de répression ! En novembre 1989 déjà, l'ami de Mitterrand s'est trouvé confronté à l'agitation sociale, surtout lycéenne et étudiante. Le 6 février dernier, une grève générale (la quatrième depuis son arrivée au pouvoir en 1988) déclen-

chée par les dirigeants syndicaux du FUT (Front Uni du Travail), les mêmes qui avaient contribué à l'élection de Borja, a complètement paralysé la capitale Quito. Cette fois encore, les travailleurs et les jeunes protestaient contre des augmentations de prix et de tarifs autorisées par le gouvernement. Des organisations de défense de la population indienne du pays et des organisations étudiantes avaient appelé aussi à la grève et aux manifestations, dans une ville quadrillée par les forces militaires.

Il est certain que le président Borja ne manque pas d'ennemis politiques et surtout de concurrents en son sérail bourgeois qui cherchent à utiliser l'agitation sociale dans leur propre intérêt. Par ailleurs, il est vraisemblable que les dirigeants syndicaux ont des raisons politiques d'appeler à des « grèves générales » d'un jour, plus que le souci de défendre les intérêts des travailleurs. Mais au travers de ces luttes sociales, ce sont les plus pauvres, ceux qui vivent parfois à plusieurs familles sur un ou quelques maigres salaires, qui cherchent à préserver désespérément leur niveau de vie.

La presse mitterrandiste fait quelque publicité à la visite du chef d'Etat équatorien. Elle rapporte les complicités entre les deux hommes, l'intérêt surtout que Mitterrand porte au pétrole équatorien (maintenant que celui du Golfe devient plus difficile d'accès)... Mais elle reste muette sur le mécontentement social qu'affronte « l'ami Borja ».

Michelle VERDIER

Le choléra au Pérou

QUAND LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE SONT AU SERVICE DE LA GUERRE ET NON DE LA VIE

L'épidémie de choléra progresse au Pérou. Chaque jour, il y a plus de 1 000 nouveaux cas. Le nombre de malades dépasserait 20 000, et celui des décès la centaine. Les pays limitrophes, Brésil, Equateur, Bolivie, Chili, Colombie, redoutent la contagion et prennent des mesures pour éviter le pire.

Ainsi, en cette fin du XX^e siècle, au vu et au

su du monde entier, une épidémie d'un autre âge progresse, nourrie par la misère, le manque d'hygiène, les effroyables conditions dans lesquelles vit la population péruvienne.

Car cette maladie a disparu des pays dits « avancés ». Elle ne sévit plus que dans les pays pauvres, où sporadiquement, on signale des « cas » le plus souvent

assez vite enravés. Pour la première fois depuis des années, le développement d'une épidémie prend les dimensions d'un fléau national et peut-être, si elle s'étend au Brésil, continental.

Pour enrayer l'épidémie au Pérou, il faudrait concentrer les moyens dont disposent les pays riches. Est-ce un objectif hors de portée des nations indus-

trielles de notre époque ? Certainement pas. La Croix-Rouge, l'OMS, Médecins Sans Frontières ont commencé à se mobiliser. Mais ils ont des semaines de retard. Car le point chaud du globe, celui où la technique de pointe médicale est aujourd'hui concentrée, c'est le Golfe, du côté de la coalition bien sûr. Le Golfe où l'on évoque le spectre de la

guerre bactériologique que pourrait mener un Saddam Hussein acculé.

Mais au Pérou, à des milliers de kilomètres de là, une guerre bactériologique, bien réelle, fait des victimes et le gouvernement est impuissant. Dans ce Pérou de tous les malheurs, où la politique d'austérité est menée fermement sur fond de

crise, de guérillas et de massacres par un gouvernement placé sous la houlette du nouveau président-miracle, la misère se venge et une fois de plus, s'attaque aux plus démunis.

Voilà l'autre face de l'ordre et du droit international que les armées occidentales et leurs satellites prétendent défendre.

C. B.

**Thomson Tubes Electroniques
(Vélizy - 78)**

LES DIRECTIONS CHANGENT L'INSÉCURITÉ RESTE

L'usine Thomson Tubes Electroniques de Vélizy fabrique des tubes pour les radars et les télécommunications. Elle stocke des produits dangereux, mais les services de sécurité ont toujours semblé prendre cela à la légère. Il y a quatre ans, une explosion avait soufflé une partie d'un atelier, à cause d'une fuite de gaz due à une vanne défectueuse, heureusement dix minutes avant l'arrivée des travailleurs.

Dernièrement, un incendie qui s'est pro-

duit dans un atelier a fait apparaître nombre de défauts dans la sécurité, à croire que la direction n'a tiré aucune leçon de l'explosion ! L'alarme incendie n'a pas fonctionné ; les ordres d'évacuation, transmis par la même voie que les appels personnels, étaient flous et incompréhensibles, ce qui a créé un début de panique ; le déclenchement automatique de gaz carbonique ne s'est pas fait ; sur les extincteurs présents, deux n'ont pas fonctionné ; les services de sécurité de l'usine n'ont pu intervenir efficacement, malgré toute leur bonne volonté. En effet, par mesure

d'économie, la direction vient de faire appel à une entreprise extérieure. Les pompiers (qui sont en même temps gardiens), nouveaux, n'ont reçu qu'une vague formation et ils connaissent mal l'usine. Or, seule l'habitude peut permettre de s'y retrouver entre les tuyaux non étiquetés, les fils qui traînent partout, etc.

Il a donc fallu faire appel aux pompiers de la ville. Et quand ceux-ci sont arrivés, au lieu de les aider, des chefs avaient surtout pour préoccupation de ne pas avoir à dire que certains secteurs étaient particulièrement dangereux (rayons X, transformateurs au pyralène et divers produits toxiques, notamment en cas de combustion). Il a fallu que des travailleurs les écartent et prennent les choses en main pour qu'enfin les pompiers puissent intervenir.

La direction fait suivre à chacun une demi-journée de stage sécurité. C'est déjà ça. Mais comme par ailleurs elle ne fait rien pour entretenir le matériel et veiller aux conditions générales de sécurité, chacun se demande à quoi ces stages peuvent bien servir. L'incendie a révélé les mêmes insuffisances qu'il y a quatre ans. Il semble que la sécurité, pour elle, ça se limite à contrôler le port du badge.

Correspondant LO

SNCF

MAGASIN GÉNÉRAL

UN ACCIDENT GRAVE

L'accident survenu le 31 janvier avec un transgerbeur PIMESPO est sans doute l'accident le plus grave depuis plusieurs années au Magasin Général. En effet, la fracture ouverte de la jambe témoigne de la gravité de la blessure infligée à notre camarade de travail.

Cet engin de manutention peut être utilisé par un conducteur accompagnant. Sa montée en vitesse est très rapide au départ. Les conclusions de l'enquête de la direction ne sont pas connues mais il serait malvenu qu'elle invoque la faute de l'agent. En effet, une intervention

sur le boîtier de commande du bras directionnel a eu lieu depuis.

Bref, ce type d'engin est dangereux.

La direction a généralisé son utilisation pour permettre à un agent de travailler seul. Car, avec les horaires variables, certains travaux nécessitant à la fois un cariste et un ou deux distributeurs ne pouvaient être effectués, tant que l'équipe était incomplète.

Voilà où mène le souci de la rentabilisation et de la chasse aux temps morts. Il devient urgent que nous y mettions un point d'arrêt.

PSYCHOSE

A l'Équipement, la direction a fait appel pendant quelque temps aux "volontaires" pour surveiller les chantiers, voies ou ponts.

La direction aurait voulu nous mettre en condition qu'elle ne s'y serait pas prise autrement.

Nous sommes cheminots et pas

petits soldats. Et que penser de l'efficacité de telles mesures ? Ce qui pourrait être efficace, pour éviter les attentats, c'est que nous obligeions Mitterrand à retirer les troupes françaises du Golfe qui font une guerre meurtrière pour les intérêts des compagnies pétrolières.

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* SNCF - Tours-Saint-Pierre

Case Vierzon

Qu'elle prenne sur les profits

La direction vient d'annoncer plus de 800 licenciements sur le groupe, dont 93 dans l'usine. Elle prétexte une soi-disant baisse du marché des travaux publics de 10% pour jeter à la rue 20% des travailleurs de l'entreprise.

Depuis trois ans elle fait des bénéfices colossaux et comme elle ne veut pas en faire moins, même si le marché se réduit, elle a trouvé la solution : nous faire produire autant à moins d'ouvriers.

Case appartient au 18e trust mondial, elle

a suffisamment accumulé de profits ces dernières années pour prendre dessus et ne pas licencier. Pas question qu'on nous jette à la rue pour que le groupe fasse encore plus de bénéfices sur notre dos.

Menteurs

La direction prétend qu'elle doit licencier parce que la demande se rétrécit et qu'il n'y a pas de travail. Mais elle a eu le culot de venir nous demander de travailler le samedi et même en 2 x 8 pour la peinture !

Il faudrait faire des heures supplémentaires avant qu'on nous jette à l'ANPE, c'est un peu gros !

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* Case - Vierzon

SNCM Marseille

A BAS LA GUERRE

Nous avons appris que nous pouvons être réquisitionnés à tout instant pour la guerre du Golfe.

Pour quoi faire ? Pour avoir le privilège entre autres de ramener les premiers cercueils de cette boucherie que le gouvernement a imposée ?

Eh bien, tous ensemble, marins et sédentaires, en nous servant les coudes, nous pouvons refuser.

Ne nous faisons pas les complices du gouvernement ni de tous ces patrons qui se font du fric avec la chair à canons.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* SNCM Marseille

PTT Issy-les-Moulineaux GRÈVE SAUVAGE

La direction départementale a avisé ceux d'entre nous qui avaient fait grève le jour du déclenchement de la guerre du Golfe qu'ils étaient "suspendus de traitement, de droit à l'ancienneté et à la retraite" pour un jour, cette grève n'entrant pas dans le cadre légal prévu par l'administration.

Cela a bien fait rire dans le centre : notre grève était "sauvage" car sans préavis, alors que la guerre, elle, n'est pas sauvage, car avec préavis !

Correspondant LO

General Motors (Strasbourg)



General Motors Strasbourg vient de s'offrir une publicité gratuite avec un article dans la presse locale et un reportage sur *FR3 Alsace* sur la "bonne marche" de l'entreprise, au moment où aux Etats-Unis, GM annonce le licenciement de 15 000 salariés.

UNE EMBAUCHE... QUI N'ATTIRE PAS

Selon la direction, General Motors Strasbourg, qui a embauché plus de 300 personnes ces deux dernières années, continuerait à embaucher 300 travailleurs supplémentaires d'ici au printemps 1992 pour une nouvelle unité de production de pompes hydrauliques pour direction assistée. Le directeur du personnel se plaint pourtant des problèmes qu'ils ont pour trouver des travailleurs dans la région et qui les obligent à recruter dans des régions plus touchées par le chômage comme le Nord. Il faut croire que les offres d'emplois ne sont pas si alléchantes que les annonces publicitaires le laissent entendre.

En effet, GM n'embauche définitivement que des professionnels avec des CAP, des BEP et plus, et exige ces diplômes alors que la plupart seront seule-

ment opérateurs sur machine, à fabriquer les mêmes pièces à longueur d'année.

D'autre part, vu le salaire à l'embauche, 5 500 francs nets, et la réputation de l'usine, on comprend que la plupart des travailleurs préfèrent aller autre part, en particulier en Allemagne où les salaires sont plus intéressants. Ainsi, un ancien ouvrier de GM avec plus de 10 ans d'ancienneté et travaillant sur commande numérique gagnait, il y a un an à GM, 6 000 F. Parti maintenant travailler en Allemagne, dans une petite entreprise à 20 km de Strasbourg, il gagne maintenant, toujours sur commande numérique, plus du double !

Et il n'y a pas que les salaires qui laissent à désirer chez GM. Les conditions de travail et de sécurité sont de la même eau.

DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ QUI EMPIRENT

Au cours de l'année 1990, il y a eu près d'une centaine d'accidents dont plusieurs graves. Ainsi, début décembre, un ouvrier, qui travaillait de nuit à la fonderie, est tombé et a eu une fracture du crâne, des côtes de cassées et une fracture de la clavicule. Quelques jours avant, un mécanicien du montage des boîtes de vitesse a eu un tendon sectionné en se faisant coincer la main entre deux boîtes qui s'étaient entrechoquées. Et juste avant

CÔTÉ COUR ET CÔTÉ JARDIN



Noël, un autre ouvrier s'était également coupé un tendon.

Si une partie des accidentés sont des nouveaux embauchés ou des travailleurs sous contrat à durée déterminée qu'on fait souvent changer de postes sans qu'ils aient aucune formation, les ouvriers plus anciens ne sont pas épargnés. Car l'organisation du travail, disons plutôt la désorganisation, obligeant tout le monde à faire tout et n'importe quoi, et érigée en système depuis la vague de licenciements de 1987, pèse sur tous les travailleurs.

La seule réaction de la direction contre cette insécurité croissante a été d'organiser, à la mi-janvier, une "semaine-sécurité" avec badges, affiches, autocollants et cadeaux, bref toute une série de colifichets qui devaient "exorciser le mauvais sort"... à moindre frais.

Et comme on pouvait s'y attendre, il n'y a pas eu de "miracle". Début février de nouveau, un ouvrier du traitement thermique a eu deux doigts fracturés en démontant, seul, la porte d'un four. Au secteur

des tours automatiques, ce sont des barres métalliques qui ont glissé des élingues du pont qui les transportait et sont tombées tout près des camarades qui réparaient un convoyeur en dessous, heureusement sans les toucher. C'est le mauvais fonctionnement d'un des moteurs (ce qui avait été signalé aux responsables depuis plusieurs mois) qui a déséquilibré les barres. Mais même après cet incident, il a encore fallu attendre une semaine avant que le moteur soit remplacé.

Le directeur du personnel interviewé par le journal local a clairement résumé la politique de General Motors : "Nos efforts portent actuellement sur la diminution de nos coûts". C'est-à-dire sur l'accroissement des profits, et quelles qu'en soient les conséquences pour les travailleurs. Mais cela, le directeur ne l'a pas dit au journaliste, et pour cause !

Correspondant Local

Peugeot (Sochaux)

Des stages qui profitent

Peugeot, «bon prince», accueille pendant deux mois et demi de futurs jeunes ouvriers des LEP.

Mais la pédagogie a ses limites puisque Peugeot ne paye pas le travail de ces jeunes.

En résumé, nous leur donnons du travail ; si, en plus, il faut leur donner de l'argent, où va-t-on ?

C'est ainsi que les jeunes stagiaires commencent par apprendre que la richesse du patron vient exclusivement du travail non payé des ouvriers.

Pour un premier apprentissage, c'est pas mal !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*
Emboutissage-Nord.

Sans macaron, c'est pas du gâteau

Vendredi, certaines catégories de travailleurs étaient contraints d'aller à l'usine. Ce jour-là, la direction n'a pas mis de transport collectif à notre service ; c'est pourquoi nombre d'entre nous ont utilisé leur voiture.

Surprise, pour ceux qui n'ont pas de macaron, de se voir refouler à la portière Montbéliard !

La direction voudrait nous dégoûter d'aller au boulot qu'elle ne s'y prendrait pas mieux.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*
Emboutissage-Sud.

Le loto de la productivité : un seul grand gagnant

Jeudi soir, la chaîne 533 à habillage-caisses s'est emballée après le casse-croûte pour récupérer la panne d'une heure de la veille.

Alors que certains postes au cadencement sans contrainte sont déjà surchargés, travailler en vitesse accélérée nous tape sur les nerfs.

Quelle que soit la conjoncture générale du marché ou de la guerre, la direction se libère facilement de toute contrainte pour déchaîner la vitesse de production et maintenir en tout état de cause des profits substantiels une année de plus : plus de 10 milliards de francs en 1990.

Il n'y a qu'un coup d'arrêt collectif qui puisse mettre un frein à ses appétits !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Carrosserie.

Banques

Uzan / Gamma



Lounès / Gamma

Aventurier / Gamma

OU LICENCIER OU RÉDUIRE LES SALAIRES, C'EST CE QUE LES PATRONS APPELLENT NÉGOCIER

Vendredi 15 février, tous les syndicats à l'exception de la CFTC ont quitté la réunion sur la convention collective des banques, refusant de discuter plus avant sur les bases proposées par les représentants de l'AFB (Association Française des Banques), l'organisation des banquiers. Il faut rappeler que l'AFB a organisé une série de rencontres avec les syndicats, dans le but de remettre en question la convention collective, qu'elle considère «obsoleète». Parmi ses projets figurent entre autres, «l'individualisation des salaires», et la suppression de la prime d'ancienneté et son affectation à un fonds de retraite complémentaire.

Mais la cible principale de l'AFB est la question générale des salaires. Elle souhaite faire avaliser qu'on ne négocie plus que les salaires minima au niveau de la branche, et qu'on laisse aux différentes entreprises bancaires toute liberté sur l'évolution des salaires réels. Jacques Peltier, le directeur des affaires sociales de l'AFB, a déclaré selon les termes rapportés par le journal *Les Echos* du 18 février : «Lorsqu'une banque veut réduire son compte d'exploitation, elle n'a d'autre solution que de licencier. Ce ne serait pas le cas si elle avait une certaine

souplesse au niveau des salaires».

C'est clair. Les banquiers réclament le droit de diminuer les salaires au nom du maintien de l'emploi. Une revendication patronale décidément très à la mode en ce moment où Air France et les patrons de l'automobile, par le biais du chômage partiel et du blocage de salaires, diminuent en fait la rétribution de leurs travailleurs. Les patrons trouvent toujours trop contraignantes les conditions de salaires et d'emploi qu'ils ont héritées de la période économique où le chômage

n'existait pratiquement pas. Et aujourd'hui, ils réclament «plus de souplesse» pour mieux profiter de la situation.

Jusque-là, au niveau des banques, ils se heurtent à un refus syndical de se plier à leurs volontés. Ne doutons pas cependant que les banquiers reviennent à la charge d'une manière ou d'une autre. Souhaitons-leur qu'ils finissent par provoquer l'intervention des travailleurs, et que ceux-ci en viennent à se mêler activement de cette discussion sur leurs salaires et sur leur emploi.

L.G.

HLM

LA POLITIQUE DES GHETTOS... SOCIAUX

Le président de la SCIC, le plus important constructeur et gestionnaire de HLM, a comparu sous l'accusation de racisme. Sur plainte d'une coiffeuse algérienne, âgée de vingt-huit ans, domiciliée à Sartrouville.

L'organisme public avait rejeté sa demande de logement au motif «qu'un logement libéré par un Français doit obligatoirement être reloué à un Français». La lettre a été désavouée par les dirigeants de la SCIC. Son président a affirmé : «Nous nous battons tous les jours contre l'exclusion». Il a prouvé à l'appui de ses dires des témoignages favorables d'Harlem Désir et d'Edmond Maire.

Le fait que toute l'histoire ait été rendue publique par le maire de Sartrouville, qui s'est récemment signalé par des tracasseries administratives dirigées contre les immigrés, n'était sans doute pas étranger au tour pris par l'affaire : ce monsieur espérait jouer au plus fin. Mais

faut-il pour autant décerner un satisfecit aux dirigeants de la SCIC, filiale immobilière de la Caisse des dépôts ? C'est cette société qui a construit une bonne partie des grands ensembles de banlieue, à commencer par Sarcelles.

Pour loger les travailleurs chassés des centres-villes par la spéculation immobilière, de grands ensembles ont été édifiés en rase campagne. Des barres de béton loin de tout. Leur construction débutait par la pose d'une voie ferrée rectiligne pour la circulation des grues. Tout un programme.

Les cités HLM d'aujourd'hui ne sont plus toutes bâties sur ce modèle. Mais on les construit toujours plus loin pour réserver les terrains les plus proches aux bureaux et aux logements de luxe.

Toute la politique dite sociale du logement consiste en fait à créer des ghettos pour les ouvriers. La situation de ce point de vue ne s'améliore pas,

contrairement à ce que pourraient laisser supposer les bons sentiments dont font étalage les dirigeants de la SCIC. Les loyers augmentent rapidement, grâce au système des surloyers (un loyer par locataire) et des travaux dits d'amélioration (qui ne sont en réalité que du simple entretien). Ces hausses aboutissent à chasser des cités HLM les moins mal situées et les mieux entretenues les travailleurs dont les ressources sont les plus faibles.

Nos gestionnaires sociaux n'ont peut-être rien contre les étrangers en tant que tels. On veut bien l'admettre. Ils entendent simplement loger aussi mal tous les travailleurs et, comme les travailleurs les plus mal payés sont ces travailleurs étrangers, ce sont ceux-là qui seront mis le plus à l'écart. Est-ce un programme qui puisse leur valoir des remerciements ?

Pierre VERNANT

Cipel (Caudebec)

CIPEL FAIT DE LA DISCRIMINATION

Comme la direction générale le dit si bien, dans le cadre de l'humanisation des statuts de la société, elle envisage de diminuer les "avantages" que les salariés de Cipel Louviers avaient.

Ainsi, tous les travailleurs, hommes ou femmes, avaient la possibilité de s'arrêter deux jours dans l'année pour soigner leur enfant malade.

Dans un souci d'équité le directeur des relations "humaines" de Cipel (on se

demande bien pourquoi il se fait appeler ainsi) a décidé de mettre tout le monde à la même enseigne.

Seules les femmes travaillant à Cipel ont le droit au congé, les hommes en sont exclus.

Comme quoi, à l'époque où l'on parle d'égalité des droits des hommes et des femmes, Cipel en est restée au paternalisme du XIXe siècle.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière.

LA REVANCHE DE DIEU

de Gilles Kepel

Le livre de Gilles Kepel, *La Revanche de Dieu*, se présente comme une enquête sur le renouveau de divers mouvements religieux de par le monde.

Développement de l'islamisme dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, floraison de groupes prônant la rechristianisation de toute la société en Europe de l'Ouest, montée de l'Eglise catholique en Europe de l'Est, multipli-

cation d'associations évangéliques ou plus généralement protestantes aux Etats-Unis, développement d'organisations judaïques orthodoxes en Israël et dans l'émigration juive : Gilles Kepel décrit de façon journalistique, parfois avec un certain humour, des faits qui sont significatifs de phénomènes visible-ment parallèles.

Gilles Kepel, rapidement baptisé expert és-islamismes par la presse, avance pour chacun d'eux des embryons d'analyse. Il invoque des facteurs qui ont joué un rôle dans ce

retour en flèche des courants religieux, comme la guerre israélo-arabe de 1973, la récession économique dans le monde capitaliste occidental, le recul des organisations ouvrières, la faillite du tiers-mondisme et de ce que nous appelons le stalinisme (et que Gilles Kepel appelle le communisme). Mais dans chaque cas les éléments d'explication restent superficiels, les analogies approximatives. Et même si Kepel, qui fait semblant d'être au-dessus de la mêlée, met en garde contre les risques de tensions entre les peuples que peuvent engendrer ces idéologies religieuses poussées à l'extrême, il laisse

apparaître, tout au long de cet ouvrage, un souci de légitimer ces idées réactionnaires. Selon lui, en l'espace de quelques années, «les mouvements de réaffirmation de l'identité religieuse», comme il les nomme, «ont su transformer la réaction de désarroi de leurs adeptes, face à la crise de la modernité, en projets de reconstruction du monde qui trouvent dans les Textes sacrés les fondements de la société à venir». Et l'auteur fait preuve d'une complaisance certaine à leur égard, à l'inverse de l'attitude qu'il a vis-à-vis du communisme qu'il qualifie de «grand messianisme athée du XX^e siècle», messianisme qui, toujours selon lui, «avait influé sur la plupart des utopies sociales» et qui, en ces années 70, «entraîne en agonie, pour succomber à l'automne 1989 avec la destruction du Mur de Berlin, son symbole par excellence». Ce parti pris anti-communiste ressort à bien des moments et n'ajoute rien d'intéressant à ce panorama par ailleurs assez superficiel.

H. M.

La Revanche de Dieu - de Gilles Kepel - éd. Seuil - 99 F.

Subversive Jazz Section

HOMMAGE

À

CHARLIE PARKER

au Centre d'Art et de la Culture Jefroykin.

Samedi 16 mars 1991, à 21 h, le groupe *Subversive Jazz Section*, que les amis de Lutte Ouvrière - et du jazz ! - ont pu apprécier lors de notre fête 1990 à Presles et qui participe, cette année, à l'animation de la fête de Montbéliard, rendra hommage à Charlie Parker en interprétant une majorité de ses thèmes et des standards du jazz joués dans le style "be-bop" dont il fut l'un des principaux inventeurs.

Le groupe se compose de Solange Boukhobza (chanteuse), Christian Campet (piano), Paul Rovère (contrebasse) et Charles Saudrais (batterie).

Allez les applaudir !

Adresse du centre : 68, rue de la Folie-Méricourt à Paris 11e.

LE ROMAN VRAI DE L'ENCYCLOPÉDIE

de François Moureau

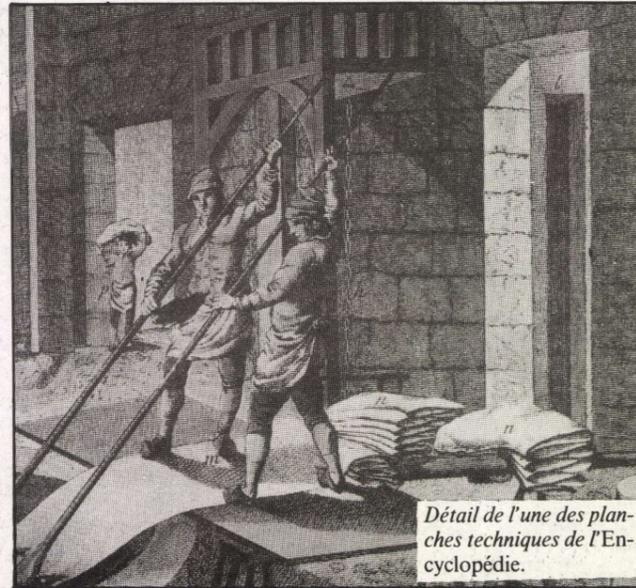
Ce petit livre, abondamment illustré comme tous les volumes de la collection Découvertes-Gallimard, retrace l'histoire du plus célèbre ancêtre des publications de ce type : *L'Encyclopédie*, rédigée sous la direction de Diderot et de d'Alembert et vendue au public entre 1751 et 1772.

La monarchie «de droit divin» et le régime qu'elle représentait étaient contestés par la nouvelle classe montante, la bourgeoisie. Et la plupart des hommes de progrès de ce temps, savants, philosophes, artistes, spécialistes de toutes

sortes qui furent les auteurs des articles de l'*Encyclopédie* et dont le but était de résumer d'une façon ordonnée, «raisonnée», comme ils disaient, toutes les connaissances de leur époque, se retrouvèrent, de façon plus ou moins consciente d'ailleurs, à participer à une entreprise de contestation de l'ordre établi !

En effet, dans ses articles «liberté», «représentants», «dieu», «prêtres», etc., l'*Encyclopédie* défendait les idées de la nouvelle classe montante, la bourgeoisie, contre la monarchie absolue, mais aussi contre l'Eglise qui en était l'un des piliers. Diderot,

par exemple, était considéré par la police comme «très dangereux» parce qu'il «fait le bel esprit et se fait trophée d'impiété».



Détail de l'une des planches techniques de l'*Encyclopédie*.

L'ouvrage comportait aussi de nombreux articles techniques. Cette place accordée aux techniques faisait, elle aussi, partie de ces idées «nouvelles» du Siècle des Lumières : l'enseigne-

ment technique supérieur, nécessaire à la bourgeoisie pour développer la production, n'avait guère de place dans l'enseignement traditionnel de l'ancien régime !

L'auteur du *Roman vrai de l'Encyclopédie* fait remarquer que le montant de la souscription demandée pour la recevoir équivalait au salaire annuel d'un ouvrier parisien. C'était donc loin d'être un ouvrage populaire ! C'était une œuvre destinée à la bourgeoisie et à «l'aristocratie éclairée».

L'auteur décrit aussi les multiples attaques dont l'*Encyclopédie* fut vite l'objet, surtout de la part de l'Eglise, des Jésuites en particulier. Les premiers volumes furent interdits puis détruits. Cependant la bourgeoisie était déjà une classe puissante et la pres-

sion des libraires (éditeurs alors) pour qui elle était une bonne affaire, permit de mener l'entreprise à son terme. *L'Encyclopédie* connut plusieurs rééditions jusqu'à la Révolution de 1789 et rapporta, selon Voltaire, une somme d'argent supérieure au commerce français avec l'Inde et l'Amérique !

Le *roman vrai de l'Encyclopédie*, bien que court et joliment illustré, n'est pas d'une lecture facile. Le texte est touffu, et la mise en page n'en facilite pas l'accès ! Malgré l'intérêt de certaines reproductions de gravures d'époque ou de quelques articles de l'*Encyclopédie* elle-même, il est donc plutôt destiné à ceux qui veulent en savoir plus sur le bouillonnement des idées qui a préparé la révolution française, à ce «Siècle des Lumières» qui le fut d'autant plus que les intérêts de la classe à laquelle appartenaient les intellectuels se confondirent pour quelques décennies avec les idées de progrès.

Jacques FONTENOY

Le *roman vrai de l'Encyclopédie*. Collection *Découvertes*. Editions Gallimard. 75 F.

Les attentats de l'IRA à Londres

DU SPECTACULAIRE À N'IMPORTE QUEL PRIX

L'IRA, l'Armée Républicaine Irlandaise, a revendiqué les deux attentats à la bombe effectués le 18 février contre des gares londoniennes.

Si le premier de ces attentats, à la gare de Paddington, n'a fait aucune victime, le second à la gare Victoria a fait un mort et 43 blessés. La bombe a explosé à 7 h 45 le matin dans la salle des pas perdus de la gare, c'est-à-dire sur le trajet de la foule des banlieusards se rendant au travail. L'attentat ne pouvait viser ni politiciens, ni militaires, uniquement de simples travailleurs.

L'IRA rejette la responsabilité des victimes sur les autorités policières. Celles-ci auraient été prévenues suffisamment à l'avance pour pouvoir fermer toutes les gares londoniennes à temps. Mais voilà, elles ne l'ont pas fait. Ou plutôt elles ne l'ont fait qu'après la seconde explosion et les premières victimes.

On peut les en blâmer. Et alors ? Depuis quand les membres de l'IRA comptent-ils sur les forces de répression pour préserver des vies humaines ? Combien de temps survivraient-ils en Irlande du Nord s'ils comptaient sur elles pour les protéger des groupes paramilitaires protestants ?

Une telle excuse est cynique et hypocrite. Le fond du problème, ce sont les choix que fait l'IRA : le choix de recourir au terrorisme comme principal moyen d'action, et celui des cibles visées, des travailleurs en l'occurrence.

Au cours des derniers mois, les cibles qu'avait visées l'IRA, comme le Carlton, un club huppé de Londres, ou le siège du Premier ministre, au début de ce mois, lui avaient donné certaines excuses pour les travail-

leurs britanniques, bien que de toute façon ce type de lutte ne soit pas celui des travailleurs qui voudraient construire un monde nouveau. Mais l'embarras évident de l'Establishment et de la police devant ces attentats, et le fait qu'ils n'avaient fait aucune victime avaient mis les rieurs du côté de l'IRA.

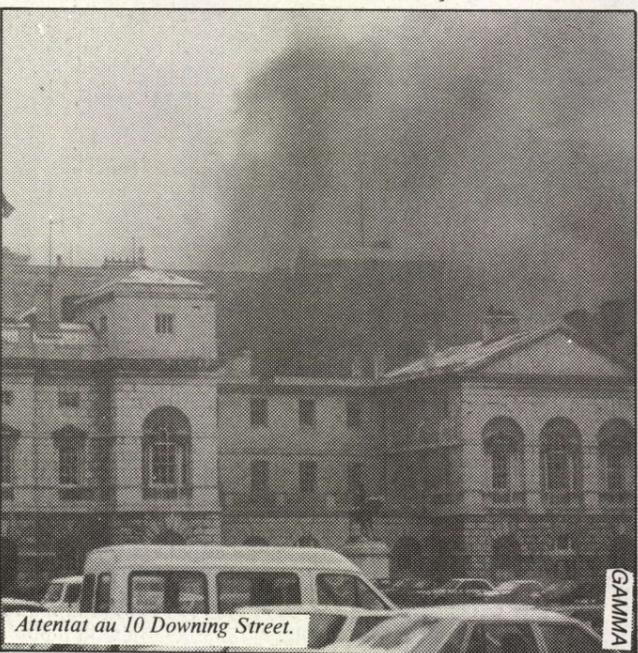
Cette fois-ci l'IRA a sans doute voulu créer un chaos spectaculaire, embarrassant politiquement le gouvernement en pleine guerre du Golfe, et affectant toute l'activité économique de Londres. Mais pour ce faire, elle a pris consciemment le risque de faire des victimes au hasard.

Cette fois, les travail-

leurs britanniques ne peuvent que se sentir visés par les actions des nationalistes irlandais. Malgré la phraséologie socialisante dont use volontiers l'IRA, elle montre ainsi qu'elle fait peu de cas de la façon dont elle est vue des travailleurs britanniques.

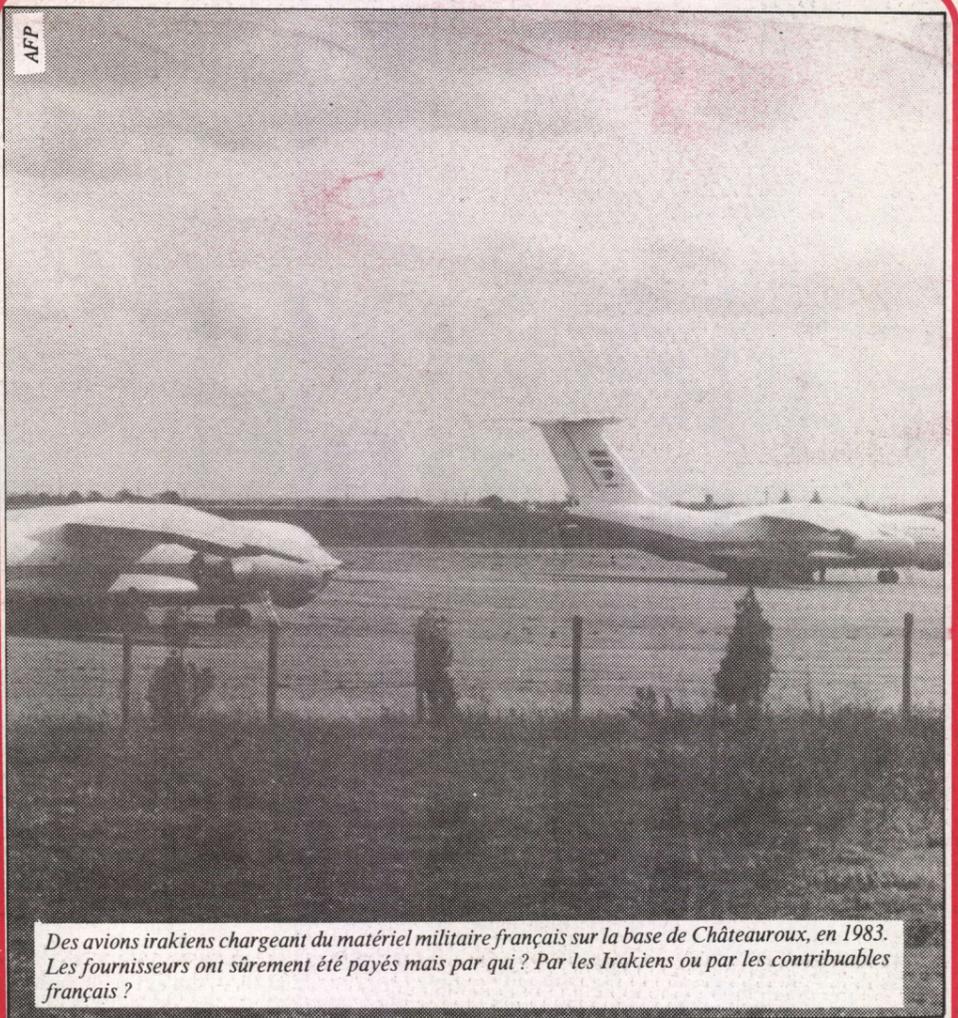
Comme d'ailleurs elle se moque des centaines de milliers d'Irlandais vivant en Grande-Bretagne, au nom desquels elle prétend parler, et que chaque attentat de ce type ne fait qu'isoler un peu plus de la population anglaise. Mais il est vrai que, dans la logique étroite du nationalisme, cet isolement est sans doute au contraire considéré par l'IRA comme une bonne chose !

François ROULEAU



FÊTE LUTTE OUVRIÈRE à MONTBÉLIARD

(Halle polyvalente)
Samedi 9 mars à partir de 17 heures,
et dimanche 10 mars.



GUERRE DU GOLFE OU PAS, DES PROFITS GARANTIS

La crise puis la guerre du Golfe ont coupé toutes relations commerciales avec l'Irak : finies les ventes mirifiques des marchands d'armement français, des industriels, des entreprises de construction, des Dassault, Thomson, ou Bouygues.

Mais ni les entreprises qui ont perdu les marchés d'Irak, ni les banques qui ont fait des prêts à l'Irak pour financer ses achats aux industriels et marchands de canons français ne sont à plaindre : leurs profits sont garantis.

Sur les 29 milliards de francs de dette qu'a laissés l'Irak pour ses achats à crédits (plus précisément 25 milliards d'achats à crédit, et 4 milliards d'intérêts), un tiers seulement risque d'être aux frais des entreprises ou banques prêteuses, il s'agit des marchés qui ont été passés sans obtenir la garantie de l'Etat, et il n'est peut-être pas exclu que ces entreprises arrivent néanmoins, en pleurant misère, à obtenir de l'Etat une indemnisation. Les deux autres tiers, soit plus de 18 milliards, sont des prêts garantis par l'Etat, par

l'intermédiaire de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), l'organisme d'Etat qui garantit les industriels pour leurs ventes à crédits, ainsi que pour les contrats rompus par leurs clients.

Cette compagnie d'assurance spéciale est donc chargée de payer rubis sur l'ongle les entreprises privées malchanceuses, quitte à se débrouiller, elle, pour ensuite arriver à récupérer quand elle le peut l'argent des mauvais payeurs. Ses déficits sont couverts par le budget de l'Etat, c'est-

à-dire par les contribuables. Inutile de dire que la COFACE n'a aucun espoir de récupérer auprès de l'Irak les 18 milliards de dette qu'elle garantit, et qu'elle va rembourser sans sourciller à tous ceux qui ont fait de si bonnes affaires du temps où Saddam Hussein était leur ami.

Ces remboursements aux industriels français contribuent à alourdir la facture de guerre que Rocard et Bérégovoy commencent à nous présenter.

Contribuables, à vos poches.

Olivier BELIN